

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

MMB SCF S.A

Société anonyme au capital social de 10.000.000 €.

Etablissement de crédit agréé en qualité de société de crédit foncier

Siège social : 20, avenue André Prothin, Tour Europlaza, 92063 Paris La Défense Cedex

840 318 950 R.C.S. Nanterre

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'Assemblée Générale du 23 avril 2026

I. — Bilan

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	03-04-05	1 264	1 239
Créances sur les établissements de crédit	03-04-06	1 625 732	2 465 648
A vue		22 030	57 499
A terme		1 603 702	2 408 149
Immobilisations financières	03-04-05		
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Autres actifs	07	536	85
Comptes de régularisation	08	5 226	6 710
Total de l'actif		1 632 758	2 473 682

Passif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	03-04		
A vue			
A terme			
Comptes créditeurs de la clientèle	03-04		
A vue			
A terme			
Dettes représentées par un titre	03-04-06	1 601 098	2 403 897
Titres du marché interbancaire et titres de TCN			
Emprunts obligataires		1 601 098	2 403 897
Autres passifs	07	552	35 695
Comptes de régularisation	08	6 001	7 793
Dettes subordonnées	03-04-06	10 065	10 065
Capitaux Propres hors FRBG		15 042	16 232
Capital souscrit	09-10	10 000	10 000
Réserves	09-10	970	693
Report à nouveau (*)	09-10	2	6
Résultat de l'exercice	09-10	4 070	5 533
Total du passif		1 632 758	2 473 682

Hors Bilan	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Engagements donnés		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements en faveur d'établissements de crédit		-	-
Engagements en faveur de la clientèle		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		-	-
Engagements d'ordre de la clientèle		-	-
Engagements reçus		1 961 180	2 841 762
Engagements de financement		-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit		-	-
Engagements reçus de la clientèle		-	-
Engagements de garantie		1 961 180	2 841 762
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	02	1 961 180	2 841 762
Engagements reçus de la clientèle		-	-

(1) Garanties reçues de MMB S.A.

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	11	19 010	26 983
Intérêts et charges assimilées	11	-7 033	-11 676
Commissions (produits)	12	-	-
Commissions (charges)	12	-44	-44
Autres produits d'exploitation bancaire	13		
Autres charges d'exploitation bancaire	13	-1	
Produit net bancaire		11 932	15 263
Charges générales d'exploitation	14	-6 483	-7 839
Résultat brut d'exploitation		5 449	7 424
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		5 449	7 424
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		5 449	7 424
Impôt sur les bénéfices		-1 379	-1 891
Résultat net		4 070	5 533

III. — Affectation du résultat

Constatant que le résultat de l'exercice 2025 se solde par un résultat positif de 4 069 513,68 euros, l'Assemblée générale des actionnaires décide d'affecter ce résultat de la manière suivante :

- de doter la réserve légale, d'un montant de 29 870,34 euros ; le solde du compte « Réserve légale » se montera ainsi après affectation à 1 millions d'euros ; soit 10 % du capital ;

Le résultat distribuable après dotation à la réserve légale, majoré du report à nouveau créditeur de 2 463,32 euros, s'élevant à 4 042 106,66 euros, nous proposons :

- de distribuer à titre de dividendes aux actionnaires la somme de 4 040 000,00 euros, soit un dividende de 4,04 euros par action ;

Le solde du compte du Report à Nouveau, sera, après distribution des dividendes, d'un montant de 2 106,66 euros.

L'Assemblée générale constate que la réserve légale s'élève à la somme de 1 millions euros, soit 10 % du capital social de la société, de sorte qu'elle a atteint le plafond légal et qu'il n'y a plus lieu de procéder à une nouvelle dotation à cette réserve pour le prochain exercice.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividende au titre des trois exercices précédents, il est précisé que :

- l'assemblée générale annuelle du 26 avril 2023 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2022, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 3 520 000 euros, soit un dividende de 3,52 euros par action.
- l'assemblée générale annuelle du 25 avril 2024 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2023, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 5 060 000 euros, soit un dividende de 5,06 euros par action.
- l'assemblée générale annuelle du 24 avril 2025 constatant le résultat bénéficiaire de l'exercice 2024, a décidé de distribuer à titre de dividendes la somme de 5 260 000 euros, soit un dividende de 5,26 euros par action.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

Note 1. — Notes annexes aux comptes annuels au 31 décembre 2025
principales règles d'évaluation et de présentation

1. — Présentation des comptes

MMB SCF S.A. a été créée le 12 juin 2018 et agréée en septembre 2018 en qualité d'établissement de crédit spécialisé - société de crédit foncier – régie par les articles L. 513-2 et suivants et R. 513-1 et suivants du code monétaire et financier.

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « Autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de MMB SCF au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

MMB SCF présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

2. – Faits marquants de l'exercice :

Modification de la composition de la Direction Générale :

Par décision du 19 mars 2025, le Conseil d'administration, à la suite à la démission de M. Fady Wakil de ses fonctions de Directeur Général, a nommé Monsieur Jérôme Walter en qualité de Directeur Général de la Société.

Par décision du 19 janvier 2026, le Conseil d'administration, a décidé de révoquer M. Jérôme Walter de ses fonctions de Directeur Général, lequel sera remplacé par M. Fady Wakil le 18 mars 2026 pour une durée de 3 ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Par conséquent, à compter du 18 mars 2026, la Direction Générale se compose comme suit :

- M. Fady Wakil, Directeur Général,
- M. Bertrand Rebequain, Directeur Général délégué.

Modification de la composition du Conseil d'administration

Par décision du 20 mai 2025, l'Assemblée générale, à la suite à la démission de Mme Agnieszka Bojarska de ses fonctions de membre du Conseil d'administration, a nommé M. Guillaume Hereng en qualité d'administrateur pour une durée de 3 ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Par décision du 10 décembre 2025, le Conseil d'administration, à la suite à la démission de M. Jérôme Lachand de ses fonctions de membre et de Président du Conseil d'administration avec effet au 31 décembre 2025, a proposé la nomination de M. Pierre Yves Guegan à l'Assemblée générale prévue le 14 janvier 2026, en qualité d'administrateur pour une durée de 3 ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Lors de ce même Conseil, M. Guillaume Hereng a été nommé en qualité de Président du Conseil d'administration pour toute la durée de son mandat d'administrateur, à compter du 1^{er} janvier 2026.

Par conséquent, à compter du 14 janvier 2026, Conseil d'administration se compose comme suit :

- M. Guillaume Hereng, Président du Conseil ;
- M. Pierre Yves Guegan, Administrateur ;
- M. Nicolas Chastang, Administrateur.

Mise à jour du Prospectus de Base

MMB SCF ne prévoyant pas de réaliser de nouvelles émissions sur l'année 2025, il a été convenu lors du conseil d'administration du 11 décembre 2024 de reporter la mise à jour du Prospectus de Base du programme EMTN.

Retrait de la notation S&P

À compter du 30 juillet 2025, My Money Bank a demandé à S&P Global Ratings Europe Limited (S&P) de retirer les notations de crédit précédemment attribuées à la fois à My Money Bank et aux obligations foncières émises par MMB SCF. Suite à ce retrait, les obligations foncières émises par MMB SCF sont désormais notées exclusivement par Moody's. La notation Aaa attribuée par Moody's reste inchangée.

Rachat émission retenue

MMB SCF a réalisé le rachat de la souche retenue de la série 11 en date du 20 mars 2025, pour un montant de 302 805 690 € (dont principal de 300 Millions d'euros). Parallèlement, MMB SCF a été remboursé en date du 20 mars 2025 du prêt sécurisé accordé à MMB, pour un montant de 304 342 684,93 € (dont principal de 150 Millions d'euros).

Remboursement à maturité des émissions

MMB SCF a procédé au remboursement à maturité de l'émission publique Série 1 en date du 31 octobre 2025, pour un montant de 503 750 000,00 euros (dont principal de 500 millions d'euros). Parallèlement, MMB SCF a été remboursé en date du 31 octobre 2025 du prêt sécurisé accordé à MMB, pour un montant de 506 485 000,00 euros (dont principal de 500 millions d'euros).

3. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

Créances sur les établissements de crédit

Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces créances : créances à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et créances à terme. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces créances sont portés en créances rattachées en contrepartie d'un compte de produit.

Dettes représentées par un titre

Ces dettes correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L. 515-19 du code monétaire et financier. Les obligations foncières sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les primes d'émission et de remboursement des titres émis sont enregistrées en « Comptes de régularisation » à l'actif du bilan et sont amorties au prorata des intérêts courus sur la durée de vie des titres concernés, et cela dès la première année. Les intérêts relatifs aux obligations sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire dans la rubrique « intérêts et charges assimilées » pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Autres passifs

Ce poste du bilan correspond à des avances de trésorerie de My Money Bank S.A. dans le cadre de la signature, le 30 août 2018, du contrat intitulé « Collateral Security Agreement » entre My Money Bank S.A. et MMB SCF S.A..

Il s'agit d'un engagement contractuel de MMB envers MMB SCF de verser sous la forme d'un gage espèces une somme correspondant à un mois d'encaissement de trésorerie constaté sur les actifs contenus dans le Cover Pool (créances immobilières sous-jacentes aux émissions d'obligations foncières)

A la clôture du 31 décembre 2025, la Collection Loss Réserve est soldée. Elle a fait l'objet d'une liquidation totale en août 2025, suite à un retrait des ratings S&P pour l'entité MMB.

Dettes subordonnées

L'emprunt subordonné souscrit le 18 septembre 2018, pour un montant de 10 000 000 €, auprès de MMB S.A. pour une durée de 10 ans, porte intérêt sur la base d'un taux fixe de 2,2283 %. Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

A la clôture du 31 décembre 2025, le montant des intérêts s'élève à 225 925 €.

Modalités de son remboursement anticipé :

L'Emprunteur peut procéder au remboursement de tout ou partie du Montant Nominal du Prêt Subordonné par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Prêteur au moins cinq (5) ans avant la date de remboursement demandée dans cette lettre, étant précisé que ladite date de remboursement doit correspondre à une date de paiement d'Intérêts.

Conditions de subordination :

Le Prêt Subordonné est destiné à permettre, le cas échéant, à l'Emprunteur de faire face à la survenance de pertes ; dans cette hypothèse, les pertes seront imputées en priorité sur l'éventuel report à nouveau créditeur, puis sur les réserves et le capital ; enfin, s'il y a lieu, sur les titres et prêts subordonnés (y compris les intérêts) pour lesquels une clause de subordination équivalente à la présente Clause est prévue explicitement, afin de permettre à l'Emprunteur de satisfaire aux différentes exigences prudentielles, notamment de solvabilité, s'imposant à lui, et de poursuivre son activité dans le respect de la réglementation.

Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

Engagements hors bilan

MMB SCF S.A. a comptabilisé dans la catégorie « Engagements de garantie » les prêts détenus par MMB S.A. et affectés à titre de garantie à MMB SCF S.A. Le solde comptabilisé correspond au capital restant dû de ces prêts en date de clôture pour un montant de 1 961 180 223,98 €.

4. – Autres informations

Obligations foncières

A titre d'information, au 31/12/2025, le montant nominal des obligations foncières émises est de :

Récapitulatif des dettes par des titres au 31/12/2025

Dettes constituées par des titres	Montant	Créances rattaches au 31/12/2025	Primes au 31/12/2025	Date d'émission	Durée	Date d'échéance	Taux
Obligations							
- Obligations foncières	50 000 000,00	628 767,12	153 879,22	01/03/2019	20	01/03/2039	1,500
- Obligations foncières	25 000 000,00	214 982,88	76 174,18	28/03/2019	15	28/03/2034	1,125
- Obligations foncières	25 000 000,00	156 421,23	62 918,73	15/04/2019	6	15/04/2031	0,875
- Obligations foncières	475 000 000,00	68 972,60	1 039 650,37	17/09/2019	10	17/09/2029	0,050
- Obligations foncières groupe	25 000 000,00	3 630,14	70 416,78	17/09/2019	10	17/09/2029	0,050
- Obligations foncières	500 000 000,00	10 821,92	887 429,53	14/10/2020	10	14/10/2030	0,010
- Obligations foncières	500 000 000,00	14 109,59	2 935 287,45	20/09/2021	10	20/09/2031	0,010
	1 600 000 000,00	1 097 705,48	5 225 756,26				

Consolidation des comptes

Les comptes de MMB SCF sont consolidés dans le Groupe CCF par la méthode de l'intégration globale.

Intégration fiscale / régime de groupe

Depuis le 1^{er} janvier 2019, MMB SCF fait partie du périmètre d'intégration fiscale mis en place au niveau de sa société mère consolidante, CCF Holding au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du Code général des impôts.

MMB SCF est membre du groupe d'intégration fiscale dont la société CCF HOLDING est la société mère. En application de la convention d'intégration fiscale, la charge d'impôt comptabilisée par MMB SCF correspond à l'impôt qu'elle aurait supporté en l'absence d'intégration fiscale.

Les économies ou charges d'impôt résultant de l'intégration fiscale sont constatées dans les comptes de la société mère.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, MMB SCF est un membre assujéti suite à la création d'un groupe TVA, au niveau de la société mère consolidante CCF Holding.

Evénement post-clôture

Modification de la composition de la Direction Générale

Par décision du 19 janvier 2026, le Conseil d'administration, a décidé de révoquer M. Jérôme Walter de ses fonctions de Directeur Général, lequel sera remplacé par M. Fady Wakil le 18 mars 2026 pour une durée de 3 ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Par conséquent, à compter du 18 mars 2026, la Direction Générale se compose comme suit :

- M. Fady Wakil, Directeur Général,
- M. Bertrand Rebequain, Directeur Général délégué

Guerre au Moyen-Orient

Le Groupe CCF n'a aucune activité en Iran et au Moyen Orient, ni aucune exposition de crédit sur des clients basés dans ces pays. La direction estime que les événements en cours n'ont pas d'impact significatif sur les comptes clos au 31 décembre 2025.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L. 511-45 du CMF/Avis CNC n° 2009-11)

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que MMB SCF n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative

ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de CCF Holding S.A.S.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité - CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux. Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont MMB SCF fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France hexagonale et dans les DOMs).

Ces risques et leur traitement sont décrits plus précisément dans le rapport de durabilité du groupe.

Note 2. – Ventilation du hors bilan par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Inférieur à 1 an Au 31/12/2025	De 1 an à 5 ans Au 31/12/2025	De 5 ans à 15 ans Au 31/12/2025	De 15 ans à 25 ans Au 31/12/2025	Total Au 31/12/2025
Engagements reçus					
Engagements de garantie					
Engagements reçus d'établissements de crédit (1)	2 537	60 207	826 380	1 062 429	1 951 553
Engagements reçus de la clientèle	-	-	-	-	-

(1) Les données du tableau correspondent à la ventilation du capital restant dû des créances saines. La différence de 9,627 millions € entre le solde de l'engagement hors bilan (1,961 milliard €) et le solde de ce tableau annexe (1,951 milliard €) correspond à des dossiers inéligibles au cover pool (dossiers en défaut).

Nature du hors bilan

Le portefeuille de couverture de MMB SCF est constitué de prêts issus de l'activité de regroupement de crédits hypothécaires de My Money Bank, consentis en France métropolitaine.

Les biens apportés en garantie sont principalement des résidences principales.

Nature des biens garantis	Encours Au 31/12/2025
Résidence principale	1 865 319
Résidence secondaire	34 308
Location	31 514
Autres	20 412
Total	1 951 553

Note 3. – Ventilation par durée résiduelle et éligibilité

(En milliers d'euros.)	Créances et dettes rattachées Au 31/12/2025	Autres éléments non ventilables (1) Au 31/12/2025	Moins de trois mois (2) Au 31/12/2025	De 3 mois à 1 an Au 31/12/2025	De 1 an à 5 ans Au 31/12/2025	Plus de 5 ans Au 31/12/2025	Total Au 31/12/2025
Actif							
Effets publics et valeurs assimilées						1 264	1 264
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de la BDF	3 702	-	22 030		1 000 000	600 000	1 625 732
- Dont prêts subordonnés		-		-	-	-	-
Créances sur la clientèle non éligibles au refinancement de la BDF							-
Créances sur la clientèle éligibles au refinancement de la BDF							

Obligations et autres titres à revenu fixe		-					-
Passif							
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle		-				-	-
Dettes représentées par un titre		-	-	-	-	-	-
. Emprunts obligataires	1 098	-			1 000 000	600 000	1 601 098
. Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	65	-				10 000	10 065

(1) Les " Autres éléments non ventilables " correspondent notamment aux intérêts courus non échus.

(2) Y compris les comptes à vue.

Note 4. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	L'annexe 4	Dont entreprises liées (1)	Dont participations (2)
Actif			
Effets publics et valeurs assimilées	1 264		
Créances sur les établissements de crédit	1 625 732	1 603 702	-
- dont prêts à terme (3)	1 603 702	1 603 702	-
Créances sur la clientèle			-
Obligations et autres titres à revenu fixe			-
Passif			
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-
Dettes représentées par un titre	1 601 098	25 004	-
Dettes subordonnées	10 065	10 065	-
Hors Bilan			
Engagements de financement donnés	-	-	-
• en faveur d'établissements de crédit	-	-	-
• en faveur de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie donnés	-	-	-
• d'ordre d'établissements de crédit	-	-	-
• d'ordre de la clientèle	-	-	-
Engagements de financement reçus	-	-	-
• reçus d'établissements de crédit	1 961 180	1 961 180	-
• reçus de la clientèle	-	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-	-

(1) Opérations se rapportant à des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidante.

(2) Opérations se rapportant à des entreprises dans lesquelles l'établissement financier détient, de façon durable, une fraction du capital inférieure à 50 %.

(3)

	Au 31/12/2025		
	Total	Dont entreprises liées	Dont participations
Produits de l'exercice sur prêts à terme	19 010	18 044	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-226	-226	-
Charges de l'exercice sur emprunts obligataires	-6 807	-1 033	

Note 5. – Titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	1 264	1 239
Obligations et autres titres à revenu fixe		

Créances rattachées sur obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Total	1 264	1 239

(En milliers d'euros.)	Décotes/Surcotes nettes restant à amortir Au 31/12/2025		Décotes/Surcotes nettes restant à amortir Au 31/12/2024	
	Décote	Surcote	Décote	Surcote
Titres de placement				
Marché obligataire	0	-	0	-
Marché Monétaire	-	-	-	-
Total	0	-	0	-

(1) Les primes ou décotes/surcotes constatées lors de l'acquisition de titres sont étalées sur la durée de vie de l'instrument concerné.

Note 6. – Détail des intérêts par poste de bilan

Intérêts à recevoir (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit	3 702	8 149
Comptes de régularisation actif		
Total	3 702	8 149

Intérêts à payer (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes représentées par un titre	1 098	3 897
Dettes subordonnées	65	65
Comptes de régularisation passif		
Total	1 163	3 962

Note 7. – Autres actifs et autres passifs

Autres actifs (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fournisseurs débiteurs	-	-
Etat et collectivités publiques	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	-	-
Groupe et associés - IS	536	85
Total	536	85

Autres passifs (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dépôts de garantie reçus (1)	-	35 120
Fournisseurs	-	8
Sécurité sociale et organismes sociaux	-	13
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes	-	-
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	-	-
Groupe et associés - IS	17	-
Charges à payer	535	554
Autres créditeurs divers	-	-
Autres créditeurs divers groupe	-	-
Total	552	35 695

(1) Dépôt de garantie versé par MMB et constitué pour couvrir des pertes potentielles sur MMB SCF SA. La Collection Loss Réserve a fait l'objet d'une liquidation totale en août 2025, suite à un retrait des ratings S&P pour l'entité MMB.

Note 8. – Comptes de régularisation

Actif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Charges à répartir (1)	5 226	6 676
Charges constatées d'avance	-	34
Total	5 226	6 710

(1) Etalement des primes d'émission sur Obligations foncières et de la prime négative sur le prêt accordé à MMB en octobre 2020.

Passif (En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits constatés d'avance (2)	5 226	6 676
Charges à payer refacturation groupe	775	1 117
Total	6 001	7 793

(2) Etalement des primes d'émission sur opérations de prêt à MMB et de la prime négative sur obligations foncières émises en octobre 2020.

Note 9. – Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capital (1)	10 000	10 000
Réserves	970	693
Report à nouveau	2	6
Résultat de l'exercice (+/-)	4 070	5 533
Total	15 042	16 232

(1) Capital social composé de 1 000 000 actions valeur nominale 10 €.

Note 10. – Tableau de variation de la situation nette

	(En milliers d'euros.)	Capital (1)	Réserve légale	Réserve fusion	Réserve générale	Prime de fusion	Report à nouveau	Résultat
2024	Capital souscrit	10 000	-	-	-	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	5 533
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	10 000	693	-	-	-	6	5 533
	Affectation du résultat 2024	-	277	-	-	-	-4	-5 533
	Capitaux propres après affectation	10 000	970	-	-	-	2	-
2025	Capital souscrit	10 000	-	-	-	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2025	-	-	-	-	-	-	4 070
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	10 000	970	-	-	-	2	4 070
	Affectation du résultat 2025	-	30	-	-	-	-	-4 070
	Capitaux propres après affectation	10 000	1 000	-	-	-	2	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que MMB SCF SA est consolidée dans les états financiers de CCF Holding, 103 rue Grenelle Paris.

(2) L'affectation du résultat 2025 sera décidée par l'assemblée générale du 18 mars 2026.

	(En milliers d'euros.)	Total des capitaux propres	Dividende	Nombre d'actions existantes	Quote-part de chaque action dans	Résultat par actions	Dividende net attribué à chaque
2024	Capital souscrit	-	-	1 000 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2024	5 533	5 060	-	-	5,53	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	16 232	-	1 000 000	16,23	-	-
	Affectation du résultat 2024	-5 260	5 260	-	-	5,53	5,26
	Capitaux propres après affectation	10 972	5 260	1 000 000	16,23	-	-
2025	Capital souscrit	-	-	1 000 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat au 31 décembre 2025	4 070	-	-	-	4,07	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	15 042	-	1 000 000	15,04	-	-

Affectation du résultat 2025	-4 040	4 040	-	-	4,07	4,04
Capitaux propres après affectation	11 002	4 040	1 000 000	11,00	-	-

Note 11. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations avec les établissements de crédits	18 800	26 790
Intérêts et produits assimilés	18 800	26 790
Intérêts et charges assimilés	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et produits assimilés	-	-
Intérêts et charges assimilés	-	-
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-6 597	-11 257
Intérêts et produits assimilés	210	193
Intérêts et charges assimilés	-6 807	-11 450
Charges sur emprunts subordonnés	-226	-226
Total	11 977	15 307

Note 12. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits	-	-
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle	-	-
Charges	-44	-44
Charges sur prestations de service financier	-44	-44
Total	-44	-44

Note 13. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	-	-
Charges	-1	-
Autres charges d'exploitation bancaire (Fonds de garantie des dépôts et de résolution)	-1	-
Total	-1	-

Note 14. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Frais de personnel (1)	-	-
Impôts et taxes	(17)	(40)
Services extérieurs	(512)	(1 066)
Charges refacturées (2)	(5 954)	(6 733)
Total	(6 483)	(7 839)

(1) Il n'y a pas d'effectif salarié dans la société MMB SCF.

(2) Par MMB : Convention de Servicing Agreement 5,136 k € et Convention de Gestion et d'Externalisation 1 117 k €, incluant la reprise de provision (299 k €). Par MMB : Appel à contribution pour frais de contrôle de l'ACPR 1 k €

Note 15. – Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(En euros.)	2021	2022	2023	2024	2025
Capital en fin d'exercice					
Capital social	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Nombre des actions ordinaires existantes	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	16 026 582	23 781 735	30 141 929	26 982 972	19 010 175
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	3 560 704	5 093 306	7 305 824	7 424 055	5 448 469
Impôt sur les bénéfices	1 007 316	1 386 536	1 974 776	1 890 987	1 378 955
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2 553 388	3 706 770	5 331 048	5 533 068	4 069 514
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Résultats des opérations par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	2,55	3,71	5,33	5,53	4,07
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2,55	3,71	5,33	5,53	4,07
Dividende versé à chaque action	2,43	3,52	5,06	5,26	4,04
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale de l'exercice	-	-	-	-	-
Charges sociales					

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
À l'assemblée générale de la société MMB SCF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MMB SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S..

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie " Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels " du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025, ainsi que sur les incidences de la première application de ce règlement.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société MMB SCF par l'assemblée générale du 8 juin 2018 pour le cabinet KPMG SA et du 29 août 2018 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2025, les cabinets KPMG SA et RSM Paris étaient dans la 8^{ème} année de mandat sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit de CCF Holding S.A.S.

Nous remettons au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit de CCF Holding S.A.S. la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 26 mars 2026

KPMG S.A.
Ulrich Sarfati
Associé

Paris, le 26 mars 2026

RSM Paris
Ratana Lyvong
Associé

VI. – Rapport financier annuel

Le rapport financier annuel est tenu à la disposition du public au siège social de la société.